

*Les crédits*

C'est la seule raison qui semble plausible, compte tenu de la ligne de conduite que suit le gouvernement actuel. Je ne crois pas à cette explication et eux non plus. Personne ne veut croire à une telle explication.

Il suffit de considérer la valeur artificiellement gonflée du dollar canadien; l'émasculature d'une institution canadienne après l'autre. Il suffit d'entendre le premier ministre déclarer que le Canada, c'est plus qu'une poignée de sociétés d'État et de programmes nationaux.

Pourtant, on commence à se demander combien de temps s'écoulera si nous continuons de détruire tous les programmes nationaux, toutes les institutions nationales et tous les services nationaux, avant que certains Canadiens ne commencent à dire: «Si nous avons une bureaucratie monstre et un gouvernement coûteux et que tout ce qu'il nous reste, c'est un hymne national et un drapeau, nous devrions peut-être nous demander ce que diable nous faisons en tant que Canadiens.»

C'est ce qu'ils vont demander si nous commençons à retirer tous ces symboles et ces services que nous avons créés avec tant de soin au cours des décennies, depuis que les premiers Canadiens se sont dits, comme dans un acte de foi: «Même si cette nation appelée Canada n'est pas une unité économique, par un acte de volonté politique, nous voulons qu'elle soit une nation et une communauté séparées et identifiables.»

Notre pays n'a jamais été créé parce que c'était logique sur le plan économique. Une petite bande de terre peuplée s'étendant de l'Atlantique au Pacifique et à l'Arctique n'est pas une unité économique naturelle. Notre pays a été bâti parce que des gens voulaient quelque chose de différent et de distinct, et le gouvernement est en train de le détruire. Je ne crois pas qu'il le fasse consciemment, mais s'il veut laisser ces questions au bon vouloir du marché en croyant d'une façon doctrinaire et dogmatique que ce qui est bon pour General Motors est également bon pour le pays ou que ce qui est bon pour qui que ce soit, les Richardson à Winnipeg ou les Bronfman ou qui encore, alors nous sommes dans de graves difficultés, et il ne nous restera plus aucun pays.

Je voudrais retourner très brièvement à l'exposé que l'Union des municipalités de la Colombie-Britannique nous a présenté le 8 mai à Vernon, en Colombie-Britannique. Elle a fait un excellent travail, et je suis sûr que beaucoup de députés ministériels ont lu son mémoire, que je leur demanderais d'examiner attentivement encore une fois.

À la première page de ce mémoire, l'union souligne très clairement pourquoi nous, de la Colombie-Britannique, sommes peut-être plus énervés et plus inquiets des répercussions de cette proposition que presque quiconque ailleurs dans le pays. En fait, les trois orateurs de mon parti qui ont pris la parole dans ce débat aujourd'hui viennent de la Colombie-Britannique.

Or, cette province comprend 27 p. 100 des effectifs de la GRC au Canada, elle qui ne compte que 10 p. 100 de la population totale, de même que 39 p. 100 de la force contractuelle de la GRC et 63 p. 100 de la force contractuelle municipale de la GRC.

Alors, si l'on se demande pourquoi nous agissons et nous nous comportons comme si cette mesure du gouvernement fédéral punit surtout les contribuables ainsi que les petites et moyennes collectivités de la Colombie-Britannique, en voici la raison: 63 p. 100 de la force contractuelle municipale de la GRC au Canada vient de notre province. Je pense que nous avons là une raison de nous inquiéter.

Il y a trois questions à résoudre: le coût de base, le partage des coûts et la responsabilité financière. L'Union des municipalités de la Colombie-Britannique, avec laquelle nous sommes d'accord, ne conteste pas le coût de base, mais il y a des articles qui pourraient être négociés, par exemple la question des paiements d'assurance-chômage du personnel civil fédéral. En ce qui concerne le partage des frais, nous restons fermes, il ne devrait pas y avoir d'augmentation.

Enfin, la responsabilité financière doit être améliorée pour que nous puissions avoir la preuve que nous tirons le maximum de l'argent dépensé.

Pourquoi les députés de la majorité devraient-ils appuyer la position des municipalités de Colombie-Britannique sur la question des coûts?

Premièrement, l'avantage fédéral n'a pas diminué depuis le dernier contrat. Deuxièmement, les coûts augmenteraient si le gouvernement fédéral n'avait plus les économies d'échelle que procurent les services policiers fournis aux municipalités. Troisièmement, les coûts du fédéral pour maintenir une force nationale pour les urgences nationales et internationales augmenteraient. Quatrièmement, la contribution à l'unité nationale ne saurait être comptée en dollars. On ne met pas un prix sur l'unité du Canada.

Enfin, je dirais que ce que veulent l'union des municipalités et l'ensemble des habitants de Colombie-Britannique, c'est, pour commencer, un accord provisoire.